



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFÈTE DE L' ALLIER

**Direction  
départementale des  
territoires de l'Allier**

**Monsieur RAY François  
18 Rue des Quériaux  
03150 VARENNES SUR ALLIER**

**Service police de l'eau de  
l'Allier**

Dossier suivi par :  
Sophie RUBANTEL

Mèl : sophie.rubantel@allier.gouv.fr

Tél. : 04 70 48 77 20

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Curage pour l'alimentation en eau d'un système de pompage dans l'Allier, lieu-dit « La Grande Garenne » sur la commune de VARENNES-SUR-ALLIER**

**Courrier de notification de décision**

Réf. : **0100013761**

YZEURE, le 9 Février 2023

Monsieur,

Par courrier en date du 03/02/2023, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**Curage pour l'alimentation en eau d'un système de pompage dans l'Allier, lieu-dit « La Grande Garenne » sur la commune de VARENNES-SUR-ALLIER**

dossier enregistré sous le numéro : **0100013761**

1/ Dossier de déclaration loi sur l'eau

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Vous trouverez, ci-joint, le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

Par ailleurs vous trouverez également les arrêtés de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

## 2/ Demande d'autorisation sur le Domaine Public Fluvial

Les travaux sont situés dans le Domaine Public Fluvial. Je vous autorise à y pénétrer dans les conditions détaillées dans le dossier de déclaration.

## 3/ Autorisation pluriannuelle

Ce récépissé et ce courrier constituent une autorisation pluriannuelle pour 10 ans (jusqu'à 2033 compris) de curage sous réserve du respect du dossier de déclaration loi sur l'eau déposé le 3 février 2023. Un courrier de demande de renouvellement de l'autorisation pluriannuelle devra être transmis aux services de l'État deux mois avant la date d'expiration.

Vous voudrez bien prévenir le service police de l'eau de la DDT ([ddt-se@allier.gouv.fr](mailto:ddt-se@allier.gouv.fr)) et l'Office Français de la Biodiversité ([sd03@ofb.gouv.fr](mailto:sd03@ofb.gouv.fr)) de la date choisie pour les travaux. La DDT sera informée de tous problèmes éventuels lors des travaux ainsi que des changements de nature d'intervention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Francis PRUVOT  
  
Chef du Service  
Police de l'Eau

Copie pour information à : Office Français de la Biodiversité



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFÈTE DE L' ALLIER

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT

CURAGE POUR L'ALIMENTATION EN EAU D'UN SYSTEME DE POMPAGE DANS L'ALLIER, LIEU-DIT  
« LA GRANDE GARENNE » SUR LA COMMUNE DE VARENNES-SUR-ALLIER

DOSSIER N° 0100013761

La préfète de l' ALLIER  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du SAGE Allier Aval, approuvé le 13/11/2015;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 6 février 2023, présenté par Monsieur RAY François, enregistré sous le n°0100013761 et relatif à : Curage pour l'alimentation en eau d'un système de pompage dans l'Allier, lieu-dit « La Grande Garenne » ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Monsieur RAY François  
18 Rue des Quériaux  
03150 VARENNES SUR ALLIER**

concernant :

**Curage pour l'alimentation en eau d'un système de pompage dans l'Allier,  
lieu-dit « La Grande Garenne »**

dont la réalisation est prévue dans la commune de VARENNES SUR ALLIER.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de VARENNES-SUR-ALLIER où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau SAGE Allier Aval pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'ALLIER durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de VARENNES-SUR-ALLIER, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à la préfecture au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A Yzeure, le 7 février 2023**

**Pour la Préfète et par délégation**

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 28 novembre 2007 (3.1.2.0)